



AMADOU SCATTRED JANNEH

Emprisonné à vie pour avoir imprimé et distribué des T-shirts en Gambie



Amadou Scattred Janneh, citoyen gambien possédant également la nationalité américaine, a été arrêté le 7 juin 2011 pour possession de T-shirts produits par l'ONG Coalition pour le changement en Gambie (CCG) et qui avaient pour slogan « En finir maintenant avec la dictature ». Accusé d'avoir imprimé et distribué ces T-shirts, Amadou Scattred Janneh a été inculpé de trahison.

Amadou Scattred Janneh et d'autres personnes, selon l'accusation, tentaient de renverser le gouvernement par des moyens illégaux. Toujours selon l'accusation, ces personnes ont « tenté de provoquer ou de susciter la haine ou le mépris ou d'inciter à la déloyauté envers la personne du Président ou le gouvernement de Gambie » en imprimant et distribuant 100 T-shirts.

Le 16 janvier, Amadou Scattred Janneh a été condamné à la prison à vie et aux travaux forcés. Amadou Scattred Janneh a fait appel de cette sentence.

Amadou Scattred Janneh est un ancien ministre de l'Information et de la communication du gouvernement gambien. Il a enseigné plusieurs années à l'Université du Tennessee, aux États-Unis.

AMADOU SCATTRED JANNEH EST UN PRISONNIER D'OPINION ET DOIT PAR CONSÉQUENT ÊTRE LIBÉRÉ IMMÉDIATEMENT ET SANS CONDITION.

LA CONDAMNATION D'AMADOU SCATTRED JANNEH CONSTITUE UNE VIOLATION DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION, DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION. CETTE LIBERTÉ EST POURTANT GARANTIE PAR LA CONSTITUTION GAMBienne ET LES TRAITÉS INTERNATIONAUX VISANT LES DROITS HUMAINS.

UN CLIMAT DE PEUR EN GAMBIE

En Gambie, les journalistes et les militants défenseurs des droits humains sont régulièrement victimes de violations de leurs droits fondamentaux, notamment d'arrestations et de placements en détention, de torture, de procès iniques, de harcèlement, d'agressions et de menaces de mort, ce qui rend leur travail extrêmement difficile.

En 2006, Ebrima Manneh a été arrêté dans des circonstances semblables et a été victime de disparition forcée. Le gouvernement gambien affirme que, selon Interpol, Ebrima Manneh se trouverait aux États-Unis. Or, sur le site d'Interpol, cette personne est considérée comme disparue. Six ans plus tard, sa famille et ses amis ignorent tout de son sort.

En décembre 2004, Deyda Hydara, l'ancien président de l'Union de la presse gambienne a été tué. Aucune enquête n'a été ouverte sur cette affaire et personne n'a été traduit en justice.

En octobre 2009, Femi Peters, un leader de l'opposition en Gambie, a été arrêté lors d'une manifestation pacifique organisée par son mouvement (le Parti démocratique unifié). En avril 2010, il a été condamné à un an d'emprisonnement. Des membres d'Amnesty International de plus de 50 pays ont rédigé des lettres et signé des pétitions demandant sa libération. Femi Peters a été libéré en décembre 2010.

AMNESTY INTERNATIONAL DEMANDE LA LIBERATION IMMEDIATE ET SANS CONDITION D'AMADOU SCATTRED JANNEH, AINSI QUE L'ABANDON DE TOUS LES CHEFS D'ACCUSATION LE CONCERNANT.

Agissez immédiatement ! Envoyez une lettre à Alassane Ouattara, président de la Côte d'Ivoire :

- exprimez votre préoccupation concernant Amadou Scattred Janneh et trois autres personnes, arrêtées le 26 mai 2011 pour avoir imprimé et distribué des T-shirts, en soulignant que, le 16 janvier 2012, Amadou Scattred Janneh a été condamné à la prison à vie ;
- indiquez qu'Amadou Scattred Janneh est un prisonnier d'opinion, et que son emprisonnement constitue une violation de la liberté d'expression, de réunion et d'association ;
- demandez à Alassane Ouattara, en tant que président de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDAO), d'appeler à la libération immédiate et sans condition d'Amadou Scattred Janneh.

Envoyez vos messages à :

Alassane Ouattara
Boulevard Clozel
Abidjan
Côte d'Ivoire